

Présence et participation de la femme en politique

Les contraintes et les perspectives en question

Mardi 18 Juillet 2006

Par **Mekioussa Chekir**

La femme peut s'avérer être son propre ennemi, et peut, sans le savoir évidemment, constituer un frein à sa propre émancipation. Cette idée est revenue avec insistance, hier, lors de la seconde journée de l'université d'été organisée à l'hôtel Mazafran (Zéralda), par le National Démocratic Institut (NDI) en collaboration avec le Centre d'information et de documentation sur les droits de l'enfant et de la femme (CIDDEF), au profit d'un nombre de femmes politiques, qui pourraient être de futures candidates aux législatives de 2007. Pour animer l'atelier d'hier se sont succédé à la tribune, la vice-présidente du Conseil de la nation, Mme Fatma-Zohra Drif Bitat, la députée Mme Lakehal, du FLN, et l'ex-députée RND Mme Mansouri. Chacune d'elles a exposé sa propre vision s'agissant de la présence de la femme en politique et ce, à partir de l'évolution de son parcours au sein des institutions politiques du pays que sont les assemblées locales, de wilaya et le Parlement. Leurs interventions ont suscité de nombreux questionnements et remarques auxquels elles ont bien voulu répondre lors du débat. La vice-présidente du Sénat a ainsi relevé la nécessité pour les femmes de parvenir à s'organiser en lobbying féminin en vue de défendre leurs intérêts et leur droit à la promotion professionnelle au même titre que leurs collègues hommes. Mais cette ambition, a-t-elle reconnu, s'en trouve contrariée par la dispersion des énergies féminines et de leurs efforts dans plusieurs sens. Ce qui empêche, a-t-elle souligné, leur union autour d'un objectif et d'une stratégie commune. Aussi plaide-t-elle pour la nécessité de transcender les différentes sensibilités politiques pour parvenir à ce résultat afin de s'imposer durablement parmi les hommes. «Nous ne sommes pas entrées en compétition avec ou contre les hommes mais en tant que citoyennes en vue de contribuer à la gestion de la cité et à régler les problèmes de la société !» a-t-elle répondu à une intervenante qui pensait le contraire. «Nous sommes arrivées à un niveau d'évolution du pays qui fait que certains problèmes ont été réglés comme l'éducation massive. Mais il reste à faire encore des efforts en vue d'empêcher le diktat qui veut que la politique est l'apanage de l'homme», poursuit-elle avant de souligner que cette réalité n'est pas propre à la seule Algérie. Mmes Lakehal et Mansouri ont été d'accord, quant à elles, pour souligner les contraintes qui ont jalonné leur parcours politique, dont celle notamment liée à la mentalité ambiante et à l'hostilité de l'environnement à voir évoluer une femme dans un domaine plus sollicité par les hommes. Pour rappel, cette université d'été doit se poursuivre jusqu'au vendredi 21 juillet et sera ponctuée de plusieurs ateliers au cours desquels les participantes, représentant plusieurs wilayas du pays et toutes les tendances politiques en Algérie, débattront des questions liées à la femme et à la politique. A noter, en définitive, la participation, demain, de femmes politiques du Maroc, de Tunisie et du Liban.

M. C.